Notre vie intellectuelle dans l'enseignement supérieur

al-Jadid, 28 octobre 1929

Si les choses se déroulaient en Égypte comme elles se déroulent dans les autres pays, nous n'assisterions pas à cette agitation violente à laquelle nous assistons, ces jours-ci, autour de l'Université, de l'École supérieure des instituteurs et de l'Institut de pédagogie. Mais les choses, en Égypte, suivent un cours quelque peu anormal, car l'époque dans laquelle nous vivons n'est pas seulement une époque de transition dans le temps, mais une époque de transition à la fois dans le temps et dans l'espace, si l'expression est permise.

L'Égypte, en effet, ne passe pas simplement du dix-neuvième au vingtième siècle, comme le font les autres pays et les autres nations ; elle passe, en même temps, de l'Orient à l'Occident, ou de l'Afrique à l'Europe — ou, pour le dire clairement, échange une civilisation contre une autre, une manière de vivre contre une autre : elle quitte une vie purement orientale pour une vie occidentale sur le point d'être purement telle, et quitte une civilisation purement orientale pour une civilisation occidentale sur le point d'être purement telle, elle aussi. Et si la seule transition dans le temps suffit déjà à provoquer des bouleversements violents et de profondes perturbations dans les fondements de la vie comme dans ses ramifications, la transition dans l'espace est bien plus propre encore à provoquer de tels bouleversements, et bien plus susceptible d'entraîner de telles perturbations.

Nous pouvons donc être excusés de ne pas accueillir les diverses formes de réforme avec le calme, ou la turbulence saine et féconde, avec lesquels on les accueille ailleurs. Nous pouvons être excusés, parce que beaucoup d'entre nous comprennent la vie occidentale et la réforme occidentale avec des esprits orientaux qui ne sont pas encore préparés à comprendre l'une ou l'autre telle qu'elle est réellement.

À peine l'ordre politique avait-il quelque peu changé, ces jours-ci, que cette agitation éclata autour de l'enseignement supérieur, et que beaucoup de gens saisirent l'occasion de ce changement politique pour gâter, dans les affaires de l'enseignement, ce qui n'avait été redressé qu'au prix d'immenses difficultés et d'efforts considérables ; car la question de l'Université, de l'École des instituteurs et de l'Institut de

pédagogie n'est pas une question de cette semaine, ni de ce mois, ni de cette année, ni d'un régime politique par opposition à un autre — c'est une question ancienne, qui aurait dû, en toute justice, être réglée il y a des années, si les choses se déroulaient en Égypte comme elles se déroulent dans les autres pays, sans ce gaspillage de temps, d'argent et d'efforts.

Cette question aurait dû, en toute justice, être réglée le jour même de la création de l'Université royale, l'ancienne Université égyptienne et la section littéraire de l'École des instituteurs servant de noyau à la Faculté des lettres, et la section scientifique de l'École des instituteurs servant de noyau à la Faculté des sciences — exactement comme l'École de droit et l'École de médecine avaient servi de noyaux à la Faculté de droit et à la Faculté de médecine.

Il eût également été juste, à cette époque, que l'Institut de pédagogie fût créé dès que la Faculté des lettres et la Faculté des sciences furent prêtes à former des étudiants selon le nouveau système. Mais cela ne se réalisa jamais, car ceux qui présidaient à l'enseignement en 1925 se trouvaient divisés en deux camps profondément opposés : l'un rejetait purement et simplement l'École des instituteurs, la jugeant ancienne et mal organisée, et redoutait qu'elle ne nuise à la nouvelle Université ; l'autre redoutait l'Université elle-même, la jugeant excessivement nouvelle, et n'avait guère confiance en sa capacité à former les professeurs de demain. Les partisans de l'Université poursuivirent donc leur propre voie, et bâtirent leur Université entièrement à neuf, à tous égards ; le ministère de l'Instruction publique poursuivit la sienne, et conserva l'École des instituteurs telle qu'elle était — tandis que l'État continuait de dépenser généreusement pour les deux institutions à la fois, sans lésiner ni hésiter.

Je crois être le premier à avoir attiré l'attention sur cette contradiction dans notre vie intellectuelle, et sur ce gaspillage des deniers de l'État ; j'ai appelé à ce que soit organisée la relation entre l'Université et l'École des instituteurs, et j'ai insisté sur cet appel — écrivant dans la presse, m'adressant aux éducateurs des deux institutions, intervenant auprès du ministre de l'Instruction publique et de ses collaborateurs. L'affaire suivit son cours, jusqu'à ce qu'une commission fût constituée, représentant l'Université, l'École des instituteurs et le ministère de l'Instruction publique ; elle étudia la question en détail, et conclut à la nécessité d'une économie d'effort, de temps et d'argent, à ce que l'enseignement littéraire et scientifique

revienne à l'Université, et à ce que l'École des instituteurs devienne un institut purement technique de pédagogie. La commission remit son rapport à Son Excellence le professeur Ali Pacha al-Shamsi. Mais le ministère de l'Instruction publique demeurait attaché à son ancienne opinion sur l'École des instituteurs, et à sa méfiance envers l'Université, et les propres collaborateurs du ministre lui conseillèrent de ne rien précipiter, et de ne trancher qu'après avoir consulté des experts européens.

Je fus, pour ma part, surpris de ce conseil, qui ne faisait ni avancer ni reculer les choses ; notre commission avait déjà étudié la question sous tous ses aspects, et avait examiné les écoles d'instituteurs et les universités des pays avancés auxquels nous avons coutume de nous référer — l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie — et nous estimions que ce conseil donné au ministre de l'Instruction publique n'était qu'un prétexte destiné à gagner du temps et à retarder ce qui devait fatalement arriver. Le ministre de l'Instruction publique suivit néanmoins ce conseil, et fit venir deux experts, l'un d'Angleterre, l'autre de Suisse ; l'État dépensa pour ces deux experts des milliers de livres, somme qui aurait pu combler l'un des nombreux besoins réels de l'enseignement dans ce pays. Les deux experts passèrent des mois en Égypte, parcourant ses provinces, montant en hiver et redescendant au printemps, l'un mesurant l'intelligence des enfants et des jeunes gens, l'autre s'entretenant avec les uns et les autres parmi les éducateurs ; et le résultat de tout cela fut que l'on demanda au professeur Ahmad Lutfi al-Sayyid Bey, ministre de l'Instruction publique, exactement ce que notre commission avait déjà demandé au professeur Ali al-Shamsi Pacha, ministre de l'Instruction publique avant lui.

Mais le ministère de l'Instruction publique demeurait hésitant et inquiet, et n'accepta pas sans réserve ce qu'on lui proposait ; il n'accepta que la séparation de l'étude académique et de l'étude technique, et que cette étude académique revienne à l'Université, à condition que l'Université elle-même réexaminât la question, et harmonisât son propre système universitaire avec les besoins de l'enseignement secondaire. L'Université s'y prêta, afin de faciliter l'affaire et de hâter quelque chose qui devait de toute façon se produire, servant à la fois l'intérêt scientifique et l'intérêt économique.

Le ministère de l'Instruction publique refusa cependant de confier l'Institut de pédagogie à l'Université, comme l'avait recommandé l'un des deux experts, sinon les deux ; et l'Université n'insista pas sur ce point,

n'ayant nulle envie de s'étendre ni d'accroître son propre pouvoir.

Telle est l'histoire complète de cette affaire, que nous avons détaillée ; elle montre que cette question est ancienne, et que la réorganisation de l'École des instituteurs, cette année, ne fut qu'un développement naturel, qui aurait dû se produire des années plus tôt, et qui était appelé à se produire de toute façon — même si le gouvernement actuel avait écouté les partisans de l'ancien système, et rétabli les choses telles qu'elles étaient auparavant. Cette histoire que nous avons détaillée montre également que les circonstances politiques mêmes que les partisans de l'ancien système invoquent aujourd'hui et dont ils exploitent la position n'ont nullement été prises au dépourvu par cette réforme ; l'establishment politique lui-même l'avait recherchée, s'y était employé avec sérieux, et avait bien failli l'accomplir.

Le professeur Ali Pacha al-Shamsi n'avait pas constitué cette commission en vain, ni convoqué ces deux experts en vain ; il voulait s'appuyer sur l'avis de la commission et celui des experts pour élaborer le nouveau système et le soumettre au Parlement. On dira : mais ce système n'a jamais été soumis au Parlement, et l'avis des députés du peuple à son sujet n'a jamais été sollicité. Nous répondrons : s'il fallait suivre ce principe, il faudrait alors fermer la plupart des écoles du gouvernement, et suspendre la plupart des branches de l'enseignement, car ces écoles mêmes, ces branches mêmes de l'enseignement fonctionnent selon des systèmes que le Parlement n'a jamais approuvés — certains établis en son absence, d'autres en sa présence, aucun d'entre eux n'ayant jamais trouvé, dans l'emploi du temps du Parlement, le loisir d'être véritablement examiné.

Le ministère de l'Instruction publique a d'ailleurs créé ce nouvel institut comme une expérience, ouverte au changement et à la réforme. Ne serait-il pas souhaitable, dès lors, que le système de l'institut soit étudié, critiqué, et que le gouvernement et le Parlement soient informés de toute voie de réforme et de révision qui pourrait en ressortir ? Mais je vous l'ai déjà dit : les choses ne se déroulent pas, en Égypte, comme elles se déroulent dans les autres pays, et combien nous avons besoin d'économie — dans nos paroles, notre temps, nos efforts et notre argent.